

1. la problématique, une description du thème dans son contexte

On observe que le FN s'appuie sur des constats largement partagés pour développer son programme et son discours :

- le taux d'abstention des citoyens aux diverses élections (sauf présidence de la République) ne cesse d'augmenter ;
- les transferts de souveraineté nationale sont nombreux « au profit d'autorités européennes non démocratiques », selon l'expression du FN ;
- nos dirigeants font preuve d'une absence de volonté politique et/ou de collusion, ou de faiblesse face aux lobbies, multinationales et autres puissances financières.
- les engagements préélectoraux ne sont pas tenus et les citoyens perdent confiance dans les représentants politiques qu'ils ont élus.

Ces constats sont utilisés par le FN pour légitimer son discours et les éléments de son programme officiel, en particulier dans sa partie intitulée « Démocratie – la voix du peuple ».

2. ce que dit le FN et le décodage de son discours

Au nom de la démocratie et pour « redonner la parole au peuple », le FN veut changer les institutions de notre Etat, donc sa Constitution, tout en remettant également en cause, au nom de la souveraineté nationale, son appartenance à l'Union européenne. Bien sûr, personne ne se dira contre la démocratie ou contre le fait de donner la parole au peuple... C'est le piège.

Il nous faut démasquer quelles réalités concrètes et quelles valeurs le FN camoufle derrière des termes apparemment consensuels comme « démocratie » ou « peuple », car les réformes institutionnelles qu'il propose dans son programme en sont la traduction.

a- le « peuple » selon le FN

Se demander : le peuple, c'est qui ? Qui en fait partie ? Est-ce l'ensemble des citoyens ? Ou les personnes vivant en société sur un même territoire ?

Le terme est hautement ambigu dans l'emploi qu'en fait le FN. Il entretient une confusion, mêlant trois dimensions : le peuple vu comme la source de la souveraineté démocratique, le peuple comme catégorie sociologique restreinte en opposition aux élites, et enfin le peuple comme « les Français », en opposition aux immigrés jugés inassimilables. Sous un vernis démocratique ou social se cachent ainsi des fondements xénophobes.

Le mot renvoie à une notion suffisamment vague et imprécise pour permettre de rassembler en son nom : les classes moyennes, les petits patrons, les gens modestes (« petites gens »), les salariés victimes de la crise, les chômeurs, les pauvres... c'est inclusif pour eux tous, cela rassure.

En réalité, il y a un réel décalage entre le mot des discours et le sens concret très restrictif du programme du FN. Avec la « préférence/priorité nationale », le peuple de Marine Le Pen en exclut tous les étrangers/immigrés vivant sur notre territoire. Ce rejet, par glissements successifs, s'étend aux Français issus de... (2ème, 3ème génération, pourtant inexpulsables!) pour peu qu'il s'agisse de « minorités visibles ». Le peuple de Marine Le Pen désigne sans le dire les Français d'origine (de souche !), judéo-chrétiens et blancs. C'est un peuple de fiction, qui n'existe pas dans la réalité de la France actuelle

post-coloniale. Mais cela permet de fabriquer les « ennemis » dont le discours populiste du FN a besoin pour rassembler : à la place du « juif » des années 1930, on met « musulman », pour pointer du doigt ceux qui ne font pas partie du « vrai » peuple. Et pour fabriquer le « vrai » peuple, le FN prône une politique nataliste.

Ce discours est dangereux, car il exclut la recherche du lien social, qui permet, au-delà des idéaux d'égalité et de solidarité, de faire société dans l'intérêt bien compris de tous. Et l'on constate qu'à travers sa conception du peuple, c'est la démocratie elle-même qui est à géométrie variable au FN.

b – pour retrouver la démocratie, le FN voudrait changer les institutions

Ici aussi, il y a décalage entre le discours frontiste et son programme, entre les mots et les réalités.

Sous prétexte de « rendre la parole au peuple », le FN voudrait changer nos institutions (la Constitution) par le recours au référendum et il veut en même temps interdire aux parlementaires (donc aux représentants élus par les citoyens) le droit de réviser la Constitution. Il voudrait faciliter le recours au référendum d'initiative populaire, mais il ne dit rien des conditions de mise en œuvre du débat public préalable, indispensable pour que les citoyens se prononcent en connaissance de cause.

Le FN voudrait introduire le scrutin proportionnel à toutes les élections, ce qui paraît très démocratique puisque les petits partis peuvent être représentés, mais en même temps il veut stopper « la dérive décentralisatrice », en réduisant les pouvoirs des élus locaux à ses yeux trop dépensiers et corrompus, mettant ainsi tous les élus dans le même panier. Il veut, en fait, instituer un Etat fort, recentralisé, autoritaire.

Incohérence et malhonnêteté : d'un côté le FN fait croire qu'il veut redonner la parole au « peuple » grâce au référendum, et de l'autre il dépossède de certains de leurs pouvoirs les élus (locaux ou parlementaires) que les citoyens ont choisis. De plus, les mesures proposées par ailleurs par le FN s'attaquent, pour les affaiblir, aux associations et aux syndicats qui ne leur plaisent pas, alors que ce sont des acteurs importants du débat démocratique. Le FN veut en réalité organiser des référendums en enlevant aux citoyens les outils de la réflexion collective. C'est le contraire de la démocratie, de la citoyenneté.

3. ce que nous proposons comme contre-arguments à ce discours

Ce que nous défendons, c'est une citoyenneté qui inclut au lieu d'exclure. Exclure, c'est le meilleur moyen de fabriquer les replis communautaires tant décriés par le FN, la communauté restant le dernier lieu où la solidarité puisse s'exercer pour les exclus de la société. En la matière, le FN joue au pompier pyromane.

Faire vivre la démocratie, c'est lutter pour l'égalité et la solidarité, et non instituer des sous-citoyens, susceptibles d'être rejetés au moindre prétexte. Ainsi la proposition du FN de supprimer le droit à la double nationalité. Ainsi le maire FN du Pontet supprimant la gratuité de la cantine scolaire pour les familles les plus pauvres alors qu'il a commencé par doubler ses propres indemnités dès son installation. Exemple-symbole.